

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Septembre - octobre 2002

FAITS SAILLANTS

 *En juillet, le PIB réel augmente pour un dixième mois consécutif, alimenté par la croissance du secteur producteur de biens.*

 *En septembre, 41 000 emplois sont créés, essentiellement des emplois à temps partiel. Le nombre total de nouveaux emplois depuis le début de l'année s'élève donc à 427 000, ce qui témoigne de la vivacité du marché de l'emploi.*

 *Ces indicateurs, à l'instar d'autres indicateurs, notamment les ventes au détail, l'activité dans le secteur du logement et les exportations, laissent supposer une croissance soutenue bien que modérée au troisième trimestre.*

 *Le 16 octobre, la Banque du Canada garde intact son taux directeur, soit à 2,75 %. Le 24 septembre, la Réserve fédérale américaine maintient son taux directeur à 1,75 %.*

 *La faiblesse de l'économie mondiale et le risque géopolitique de plus en plus grand au Moyen-Orient pèsent lourd sur le dollar canadien et les marchés boursiers durant l'été.*

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
PIB réel (En \$ 1997, milliards)	977,9	0,4	3,4 Juillet
Biens	306,9	1,2	3,7 Juillet
Services	671,2	0,1	3,2 Juillet
Indice composite	178,4	0,2	7,3 Août
Emplois (En milliers)	15 517	0,3	2,9 Sept.
Temps plein	12 592	0,0	1,5 Sept.
Temps partiel	2 924	1,6	9,1 Sept.
Chômage (En %)	7,7	7,5	7,2 Sept.
Jeunes*	13,7	13,8	13,2 Sept.
Adultes*	6,5	6,3	6,0 Sept.
Inflation mesurée par l'IPC*	2,6	2,1	2,8 Août
Ventes au détail (En M\$)	25 608	-0,3	6,5 Juillet
Mises en chantier (En milliers)	200,6	-6,6	30,4 Sept.
Balance commerciale* (En M\$)	4 857	3 762	4 343 Juillet
Exportations	34 890	3,4	2,5 Juillet
Importations	30 032	0,2	1,1 Juillet
M&M	8 703	-3,7	-12,1 Juillet

	Septembre		
	16 octobre	2002	2001
Papier comm. à trois mois (En %)	2,89	2,90	3,05
Rendement des obligations à long terme (En %)	5,22	4,92	5,30
Dollar canadien (En cents US)	63,14	63,00	63,89

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Septembre - octobre 2002

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
<i>Annexe : Comparaison entre les séries de données sur l'emploi</i>	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	16

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 16 octobre 2002. Il a été préparé par Marianne Blais, Jenness Cawthray, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, Patrick Taylor et Jeff Waring de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami et François Poitras. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou par Internet à rostami.hossein@ic.gc.ca



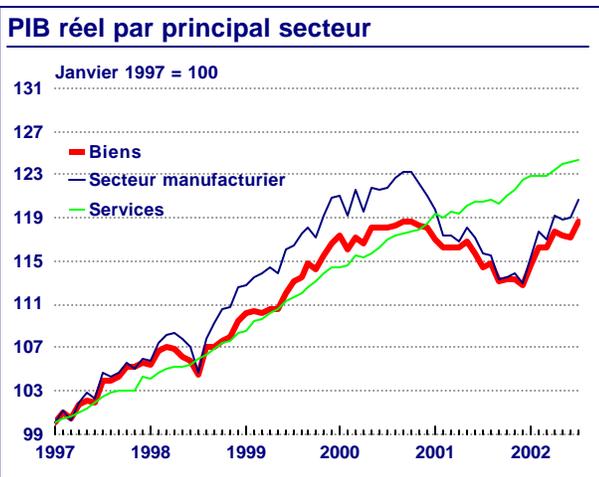
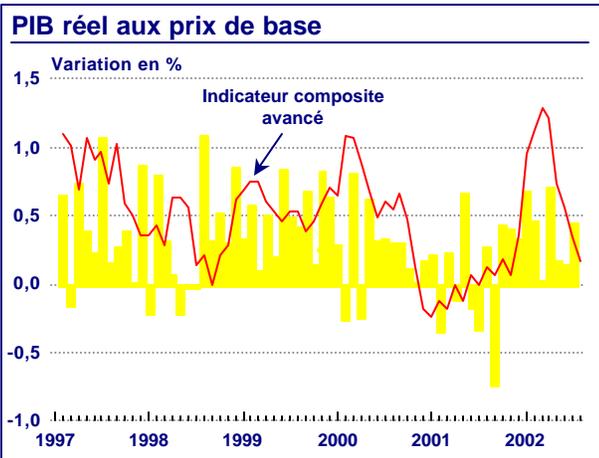
La croissance de la production est très forte en juillet...

- Le PIB réel aux prix de base* a connu une vive croissance, soit de 0,4 %, en juillet après avoir enregistré une hausse de 0,1 % en juin. La production industrielle a gagné 1,5 % en juillet, grâce aux importants gains du secteur manufacturier.

...la demande américaine de véhicules neufs stimulant le secteur manufacturier et la vague de chaleur faisant grimper la demande d'électricité

- La production de biens a augmenté de 1,2 % en juillet, en grande partie sous l'impulsion de la hausse de 1,4 % des industries manufacturières et de 2,9 % de l'industrie des services publics. La vive montée des ventes de véhicules aux États-Unis a stimulé la production du secteur manufacturier. Une hausse de la demande d'électricité, attribuable à la vague de chaleur, a fait grimper la production de l'industrie des services publics. Dans l'industrie de la construction, la production a également contribué à la croissance globale, grâce à la demande de logements neufs, qui est restée robuste. Toutefois, l'augmentation globale a été quelque peu atténuée par la baisse de production notée dans les industries de l'agriculture (à cause de la sécheresse dans l'Ouest du Canada), de la foresterie, de la pêche et de la chasse.
- Dans le secteur des services, la production n'a progressé que de 0,1 % en juillet après avoir gagné 0,3 % en juin. Sept des 13 principaux groupes ont enregistré des niveaux de production plus élevés, les plus importants étant le fait des industries de l'information et de la culture ainsi que de l'administration et de la gestion des déchets. Ont enregistré les plus graves reculs, l'industrie des arts, du divertissement et des loisirs et le commerce de détail, qui ont subi le contrecoup de la réduction des ventes au détail, surtout les ventes d'automobiles.

* À partir des données de juillet, la formule de l'indice en chaîne de Fisher sera utilisée pour obtenir les estimations mensuelles. Le changement s'appliquera d'abord aux données remontant à janvier 1997 et, d'ici un an, aux données remontant à janvier 1961.



PIB réel aux prix de base (En \$ enchaînés de 1997)

Juillet 2002	En millions \$	Variation mensuelle	Var. en % depuis	
			le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	977 905	4 356	0,4	3,4
Secteur des entreprises	829 898	4 423	0,5	3,6
Biens	306 878	3 771	1,2	3,7
Agri., forest, pêche, chasse*	21 314	-50	-0,2	-2,9
Extraction - mines, pétrole, gaz	37 430	324	0,9	1,1
Services publics	28 544	814	2,9	6,1
Construction	52 814	320	0,6	5,5
Fabrication	166 322	2 360	1,4	4,2
Services	671 219	546	0,1	3,2
Commerce de gros	57 358	375	0,7	5,1
Commerce de détail	53 825	-374	-0,7	5,0
Transport et entreposage	45 158	-107	-0,2	0,1
Information et culture	46 317	460	1,0	8,9
FASI**	193 428	240	0,1	3,2
Serv. professionnels***	44 796	-12	0,0	1,3
Admin. et gestion des déchets	21 233	150	0,7	5,2
Enseignement	44 308	69	0,2	1,3
Soins de santé et assist. sociale	56 927	196	0,3	3,2
Arts, spectacles et loisirs	8 962	-291	-3,1	2,9
Hébergement et restauration	22 847	-46	-0,2	-0,2
Autres	22 011	23	0,1	2,5
Administrations publiques	54 984	-95	-0,2	2,4

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques



Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

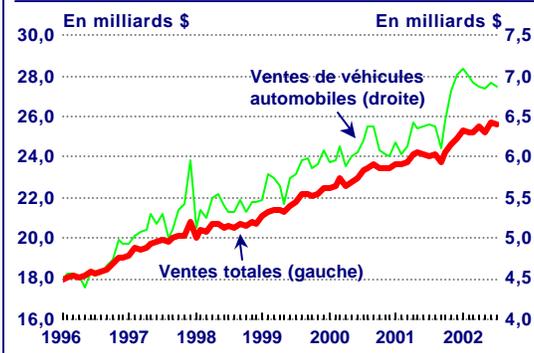
Les dépenses de consommation ne perdent pas de leur vigueur au deuxième trimestre

- Les dépenses de consommation réelles ont progressé de 3,0 % (taux annuel) au deuxième trimestre, comparativement à 2,8 % au premier trimestre.
- L'augmentation du deuxième trimestre est surtout attribuable à la hausse de 5,0 % des dépenses en services, qui ne s'était établie qu'à 0,5 % au premier trimestre. Par contre, les dépenses relatives aux biens durables se sont repliées de 0,7 % au deuxième trimestre à cause de la baisse de 4,3 % des dépenses relatives aux véhicules automobiles. Toutefois, les achats de véhicules sont restés près de leurs niveaux record.

Les indicateurs relatifs à la consommation demeurent robustes

- Le revenu personnel disponible a augmenté de 6,0 % au deuxième trimestre contre 7,0 % au premier. Les résultats appréciables du troisième trimestre, notés au chapitre de l'emploi, augurent bien pour la croissance du revenu personnel. De plus, la confiance des consommateurs est restée près de son sommet inégalé depuis 15 ans.
- Cependant, après avoir progressé de 1,9 % en juin, les ventes au détail par mois ont reculé de 0,3 % en juillet (-1,5 %), à cause notamment de la baisse des ventes d'automobiles. Les ventes d'autos se sont redressées de 4,1 % en août.
- Dans l'ensemble, ces indicateurs laissent supposer une croissance soutenue bien que modérée des dépenses de consommation au troisième trimestre.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



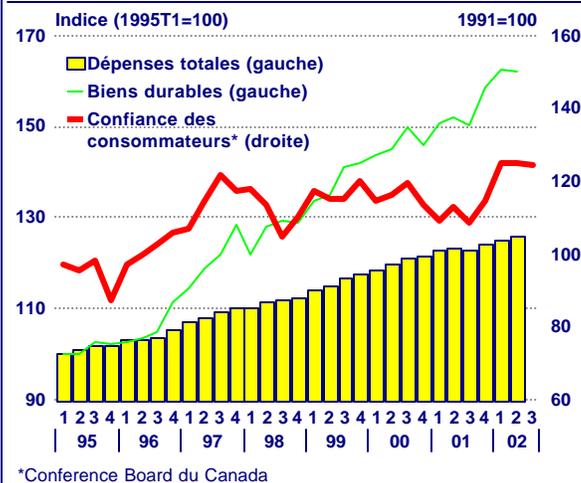
Ventes au détail et crédit à la consommation

Juillet 2002	Var. en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	25 608	-0,3	6,5
Alimentation	5 566	0,5	4,7
Pharmacies	1 296	-0,2	7,9
Vêtements	1 355	-3,3	4,8
Meubles	1 491	-1,6	10,5
Automobiles	10 318	0,2	8,0
Magasins de march. diverses	2 865	-1,1	4,3
Tous les autres magasins	2 715	-0,5	4,9
Total excluant véhicules automobiles	18 736	-0,1	6,1
Crédit à la consommation	216	0,8	6,5

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)	2000		2001		2002 T1		2002 T2	
	2000	2001	2002 T1	2002 T2	2002 T1	2002 T2	2002 T1	2002 T2
Consommation réelle (En \$ 1997)	565 487	579 999	588 822	593 119				
Variation en %	3,7	2,6	2,8	3,0				
Biens durables	82 234	85 939	91 251	91 091				
Variation en %	6,1	4,5	9,2	-0,7				
Biens semi-durables	50 440	52 360	54 287	54 369				
Variation en %	4,5	3,8	8,0	0,6				
Biens non durables	131 791	133 186	134 207	134 739				
Variation en %	2,2	1,1	2,6	1,6				
Services	301 173	308 888	309 896	313 672				
Variation en %	3,7	2,6	0,5	5,0				
Revenu disponible	637 673	665 924	685 544	695 596				
Variation en %	6,9	4,4	7,0	6,0				
Taux d'épargne (En %)	4,8	4,6	5,3	5,3				
Ratio d'endettement (En %)	94,4	95,2	95,8	95,8				

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



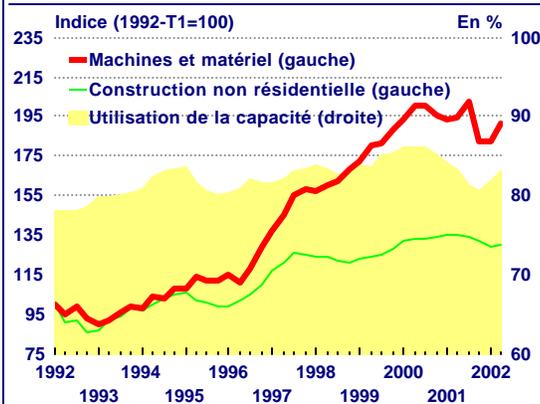
Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) font un bond...

- Les investissements réels des entreprises dans les M&M sont montés en flèche, soit de 20,6 % au deuxième trimestre, après n'avoir progressé que de 1,9 % au premier trimestre, et dégringolé de 34,5 % au quatrième trimestre de 2001.
- Les investissements réels dans la construction non résidentielle ont avancé de 0,4 % au deuxième trimestre, ce qui a mis fin à trois trimestres de reculs consécutifs. De plus, la valeur des investissements dans la construction de bâtiments non résidentiels a augmenté de 3,5 % au troisième trimestre, par rapport au deuxième trimestre.
- Selon l'Enquête sur les investissements privés et publics de Statistique Canada, publiée en juillet, les dépenses en capital devraient s'accroître de 4,5 % en 2002 comparativement à la baisse de 1,0 % prévue en février.
- La deuxième hausse trimestrielle des bénéfices des entreprises et du taux d'utilisation de la capacité devrait contribuer à soutenir le redressement des investissements.

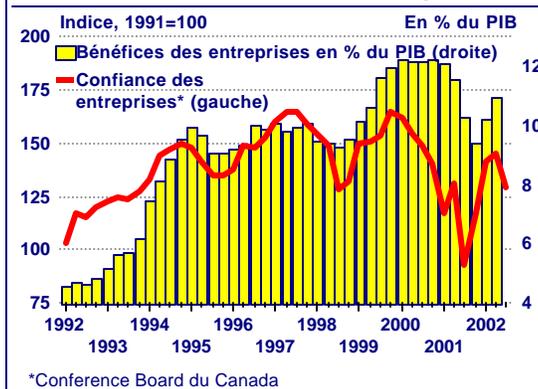
...mais la confiance des entreprises s'affaiblit

- L'indice de confiance des entreprises du Conference Board a reculé au deuxième trimestre, après avoir progressé pendant trois trimestres de suite. Les préoccupations relatives à la situation géopolitique au Moyen-Orient et la plus grande incertitude causée par la nouvelle faiblesse de l'économie mondiale sont peut-être à l'origine de cette baisse.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2000	2001	2001 T3	2001 T4	2002 T1	2002 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	89 094	87 145	91 295	82 118	82 509	86 456
Variation en %	9,3	-2,2	17,3	-34,5	1,9	20,6
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	47 762	48 126	48 165	47 230	46 470	46 514
Variation en %	6,4	0,8	-3,9	-7,5	-6,3	0,4
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	85,9	82,3	81,3	80,5	81,9	83,2
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	86,0	80,9	79,9	78,9	80,9	82,7
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	173 029	147 758	142 688	127 248	140 004	155 016
Variation en %	28,5	-14,6	-28,8	-36,8	46,5	50,3
Bénéfices - Industries non financières	136 086	113 095	104 704	97 968	108 924	121 832
Variation en %	35,6	-16,9	-40,0	-23,4	52,8	56,5
Bénéfices - Industries financières	36 944	34 662	37 984	29 276	31 084	33 184
Variation en %	7,9	-6,2	18,8	-64,7	27,1	29,9
Crédit aux entreprises	790 360	831 826	837 197	847 200	848 151	853 388
Variation en %	6,9	5,2	6,5	4,9	0,4	2,5



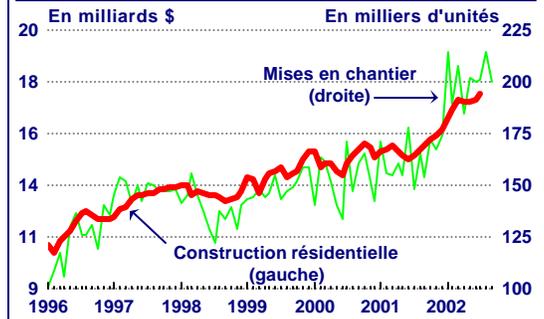
Dans le secteur du logement, l'activité ralentit au deuxième trimestre...

- Après trois trimestres de croissance, les dépenses réelles dans la construction résidentielle ont légèrement diminué au deuxième trimestre.

...mais elle se redresse au troisième trimestre

- L'activité s'est raffermie au troisième trimestre, même si les ventes de logements existants ont diminué de 1,3 % par rapport au deuxième trimestre. Les mises en chantier ont progressé de 4,8 % au troisième trimestre, après avoir légèrement modéré au deuxième. De plus, la valeur moyenne des permis de construction pour les mois de juillet et d'août a augmenté de 2,4 % par rapport au deuxième trimestre.
- Malgré le dynamisme du secteur du logement, l'indice des prix des logements neufs n'a augmenté que de 4,2 % d'août 2001 à août 2002. Grâce à ce facteur, ainsi qu'à la hausse du revenu disponible et à la faiblesse des taux d'intérêt, le marché du logement reste très abordable.
- Les taux hypothécaires qui restent bas, la croissance soutenue de l'emploi et la vigueur de la confiance des consommateurs devraient continuer à stimuler le marché du logement.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

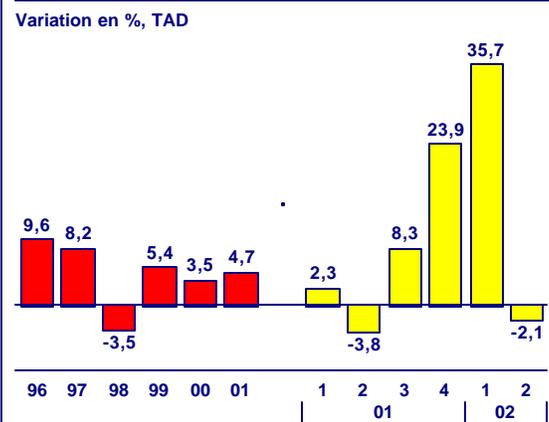
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1997, en M; prix de base)	17 524	1,5%	18,5%
Permis de construction, en M\$ (2)	2 537	3,7%	39,5%
Ventes de logements existants (3) (nombre d'unités)	24 459	767	2 633
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	200 600	-14 200	46 800
Terre-Neuve	1 200	-300	0
Île-du-Prince-Édouard	400	-400	200
Nouvelle-Écosse	3 900	1 200	800
Nouveau-Brunswick	2 000	300	-400
Québec	37 700	3 300	16 200
Ontario	78 300	-8 600	-700
Manitoba	1 800	-100	200
Saskatchewan	2 300	100	1 100
Alberta	32 800	9 500	8 700
Colombie-Britannique	29 200	8 700	16 300

1 - Données de juillet 2 - Données d'août 3 - Données de septembre. Source : Statistique Canada; Association canadienne de l'immeuble; Société canadienne d'hypothèques et de logement

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2000	2001	2002 T1	2002 T2
Construction par secteur	45 796	47 967	54 276	53 995
Variation en %	3,5	4,7	35,7	-2,1
Logements neufs	22 475	23 866	27 907	28 704
Variation en %	0,7	6,2	47,0	11,9
Travaux de réparation et d'amélioration	16 521	16 529	16 916	17 028
Variation en %	9,3	0,0	10,7	2,7
Frais de propriété et de transfert	7 050	7 754	9 464	8 432
Variation en %	5,0	10,0	50,3	-37,0
Construction résidentielle	46 043	48 201	54 456	54 253
Variation en %	3,4	4,7	35,3	-1,5

Croissance de la construction résidentielle réelle





Commerce et compétitivité

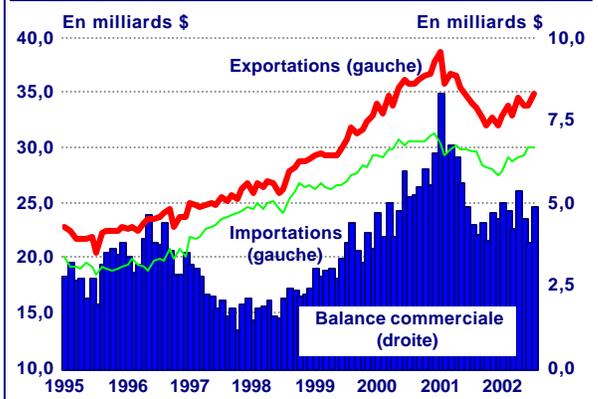
Les exportations vers les États-Unis se ravivent en juillet...

- Les exportations de marchandises ont augmenté de 3,4 % en juillet, sous l'impulsion des exportations vers les États-Unis, en hausse de 4,2 %. Les exportations de produits automobiles (+7,6 %) et d'autres biens de consommation (+8,9 %) sont venues alimenter la croissance en juillet. Les produits forestiers se sont redressés de 4,1 % après avoir régressé en juin, étant donné que la hausse des volumes a, en partie, été annulée par la baisse des prix. Les exportations sont en avance depuis le début de l'année, grâce à la hausse de la demande d'automobiles et de camions aux États-Unis, attribuable aux promotions des concessionnaires.
- D'autre part, les importations ont très légèrement progressé (0,2 %), sous l'effet des importations de produits de l'agriculture et de la pêche (6,2 %). Dans les machines et le matériel, on a noté une baisse de 3,7 %, qui est en partie attribuable au repli des importations d'équipement de communications. Les importations de biens et matériaux industriels ont également diminué.

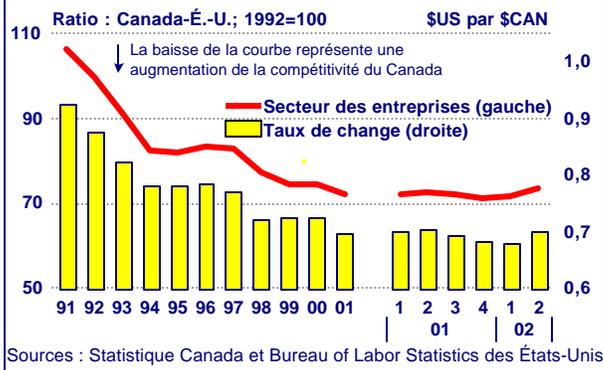
...ce qui se traduit par une hausse de l'excédent commercial

- L'excédent au chapitre du commerce des marchandises a gagné 1,1 milliard de dollars pour passer à 4,9 milliards en juillet. Il s'agit d'un redressement après deux baisses mensuelles consécutives.
- L'excédent commercial du Canada avec les États-Unis a augmenté de 850 millions de dollars pour dépasser les 8,1 milliards, alors que son déficit commercial avec ses autres partenaires commerciaux s'est amenuisé, reculant de 240 millions pour s'établir à 3,33 milliards de dollars.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Commerce de marchandises

Juillet 2002	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Juin 2002	Juillet 2002	Janv. - juillet 2001	Janv. - juillet 2002	Juin à juillet 2002	Juin à juillet 2002	Janv. - juillet 2001 à Janv. - juillet 2002	
Exportations	33 748	34 890	251 538	236 420	1 142	3,4	-6,0	
vers les États-Unis	28 488	29 676	213 189	200 573	1 188	4,2	-5,9	
Importations	29 986	30 032	208 925	204 039	46	0,2	-2,3	
en provenance des États-Unis	21 174	21 508	152 696	146 873	334	1,6	-3,8	
Balance commerciale	3 762	4 857	42 613	32 381	1 095			
avec les États-Unis	7 314	8 168	60 493	53 700	854			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 499	2 552	17 789	17 766	53	2,1	-0,1	
Produits énergétiques	4 119	4 230	38 452	26 701	111	2,7	-30,6	
Produits de la forêt	2 791	2 906	23 654	21 473	115	4,1	-9,2	
Biens et matériaux industriels	5 962	5 983	39 181	40 366	21	0,4	3,0	
Machines et matériel	7 781	7 943	60 130	55 178	162	2,1	-8,2	
Produits automobiles	8 053	8 663	54 376	56 602	610	7,6	4,1	
Autres biens de consommation	1 356	1 477	9 329	9 989	121	8,9	7,1	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 773	1 883	11 637	12 579	110	6,2	8,1	
Produits énergétiques	1 440	1 489	11 437	8 963	49	3,4	-21,6	
Produits de la forêt	263	268	1 709	1 807	5	1,9	5,7	
Biens et matériaux industriels	5 821	5 779	40 865	39 884	-42	-0,7	-2,4	
Machines et équipement	9 038	8 703	68 631	60 955	-335	-3,7	-11,2	
Produits automobiles	6 724	6 913	41 945	46 146	189	2,8	10,0	
Autres biens de consommation	3 899	3 943	24 872	26 512	44	1,1	6,6	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



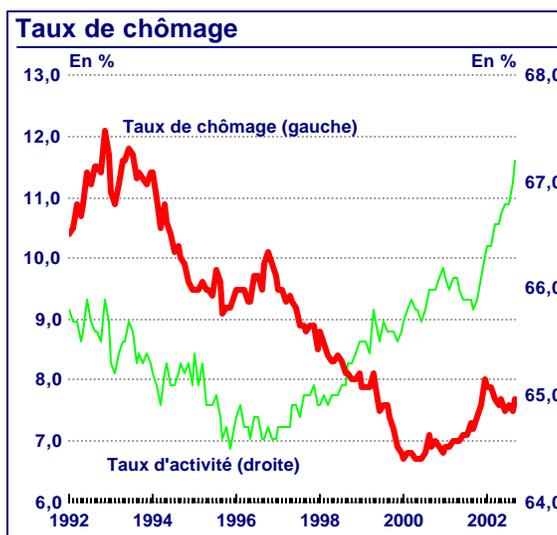
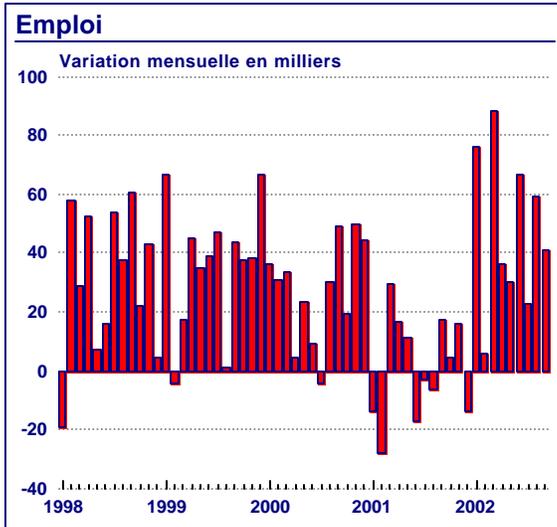
Emploi et chômage

Malgré une vive croissance de l'emploi en septembre...

- Le marché du travail a gardé sa vigueur en septembre avec 41 000 emplois de plus, lesquels sont venus s'ajouter aux 59 000 nouveaux emplois du mois d'août. Depuis le début de l'année, 427 000 emplois ont été créés au Canada (une hausse de 2,8 %), soit les meilleurs résultats depuis 1987. Au cours de la même période, les États-Unis ont perdu 36 000 emplois (voir l'annexe dans la section portant sur l'économie des États-Unis).
- Tous les nouveaux emplois recensés en septembre sont des emplois à temps partiel. Néanmoins, depuis le début de l'année, on compte 255 000 emplois à temps plein de plus (+2,1 %), et le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 6,2 % (171 000).
- Chez les adultes, on a recensé 46 000 emplois de plus en septembre. Chez les jeunes, le nombre d'emplois a diminué (-5 300), puisque les pertes d'emplois à temps plein ont été plus importantes que les gains d'emplois à temps partiel.

... le taux de chômage augmente pour se fixer à 7,7 %

- Le taux de chômage s'est redressé de 0,2 point de pourcentage, pour se situer à 7,7 %, puisque l'augmentation de la population active a été largement supérieure à celle de l'emploi.
- Le taux de participation s'est établi à 67,2 %, soit son niveau le plus élevé en plus de 12 ans. Depuis la fin de 1995, le taux de participation a suivi une trajectoire ascendante puisque l'amélioration de la situation du marché du travail a incité un plus grand nombre de personnes à se chercher un emploi.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Septembre 2001	Août 2002	Septembre 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 083,8	15 476,0	15 516,7	40,7	432,9	426,5	0,3	2,9
Temps plein	12 403,1	12 597,4	12 592,4	-5,0	189,3	255,2	0,0	1,5
Temps partiel	2 680,8	2 878,6	2 924,3	45,7	243,5	171,3	1,6	9,1
Jeunes 15-24	2 297,5	2 382,1	2 376,8	-5,3	79,3	76,5	-0,2	3,5
Adultes 25+	12 786,4	13 093,9	13 139,9	46,0	353,5	350,0	0,4	2,8
Travailleurs indépendants	2 305,1	2 354,9	2 373,5	18,6	68,4	91,9	0,8	3,0
Chômage	1 172,8	1 262,0	1 289,0	27,0	116,2	-29,8	2,1	9,9
Taux de chômage	7,2	7,5	7,7	0,2	0,5	-0,3		
Jeunes 15-24	13,2	13,8	13,7	-0,1	0,5	-0,3		
Adultes 25+	6,0	6,3	6,5	0,2	0,5	-0,4		
Population active	16 256,6	16 738,0	16 805,7	67,7	549,1	396,7	0,4	3,4
Taux d'activité	65,8	67,0	67,2	0,2	1,4	0,9		
Taux d'emploi	61,1	62,0	62,0	0,0	0,9	1,1		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

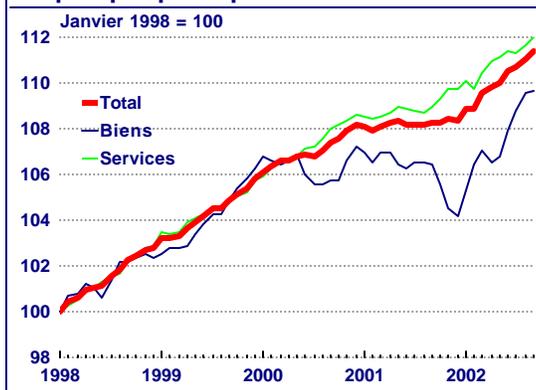
Dans le secteur des biens, la création d'emplois est faible...

- En septembre, on n'a compté que 2 000 emplois de plus dans le secteur des biens. Cette hausse fait suite à des gains moyens de plus de 33 000 emplois au cours des trois mois précédents. Les gains ont été concentrés dans les industries de l'agriculture et des services publics.
- Le secteur manufacturier fait état d'une perte de 17 000 emplois, les reculs étant observés, entre autres, dans les industries du matériel de transport, des ordinateurs et des produits électroniques ainsi que des produits du bois. Malgré ces reculs mensuels, l'emploi s'est accru de 1,9 % dans le secteur manufacturier au troisième trimestre, après avoir augmenté de 1,0 % au deuxième trimestre.

...tandis qu'elle est vigoureuse dans le secteur des services

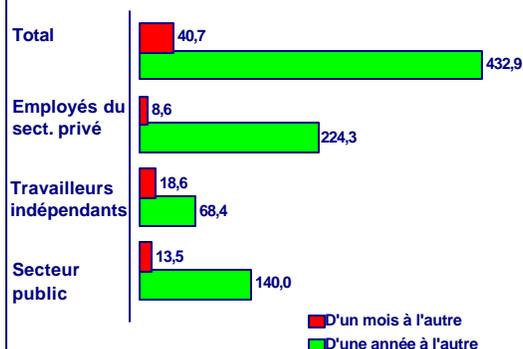
- Le secteur des services compte 39 000 emplois de plus en septembre, emplois à temps partiel pour la plupart. L'avance a été observée un peu partout, sept des onze principaux groupes affichant des gains d'emplois. Dans le transport et l'entreposage, le nombre d'emplois a vivement progressé (30 000). Les pertes ont surtout été subies par l'industrie de l'information, de la culture et des loisirs.
- Les nouveaux emplois recensés en septembre ont été répartis presque également entre les travailleurs autonomes et les employés. Le travail autonome s'est raffermi depuis mars, et le total de nouveaux emplois pour 2002 s'élève à 92 000. Cette avance fait suite à deux ans de reculs ininterrompus.
- En septembre, les secteurs public et privé ont vu leurs effectifs augmenter et, depuis le début de l'année, l'emploi y a progressé de 2,1 % et de 4,5 %, respectivement.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Septembre 2002 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Septembre 2001	Août 2002	Septembre 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 872,0	3 986,6	3 988,7	2,1	116,7	197,3	0,1	3,0
Agriculture	321,3	327,0	341,5	14,5	20,2	28,8	4,4	6,3
Ressources naturelles*	302,9	268,4	267,1	-1,3	-35,8	-23,8	-0,5	-11,8
Services publics	123,1	131,7	137,6	5,9	14,5	15,9	4,5	11,8
Construction	846,8	893,4	893,4	0,0	46,6	44,8	0,0	5,5
Fabrication	2 277,9	2 366,0	2 349,1	-16,9	71,2	131,7	-0,7	3,1
Services	11 211,9	11 489,4	11 528,0	38,6	316,1	229,2	0,3	2,8
Commerce	2 391,9	2 418,2	2 427,7	9,5	35,8	-4,8	0,4	1,5
Transport	766,5	757,2	787,5	30,3	21,0	41,8	4,0	2,7
FASI*	875,2	909,9	907,6	-2,3	32,4	34,8	-0,3	3,7
Services prof./scientifiques	968,7	997,0	1 012,8	15,8	44,1	43,1	1,6	4,6
Administration et gestion	565,6	591,8	584,6	-7,2	19,0	15,6	-1,2	3,4
Enseignement	969,5	1 032,1	1 035,1	3,0	65,6	64,4	0,3	6,8
Soins de santé/assist. sociale	1 552,5	1 611,0	1 631,3	20,3	78,8	66,5	1,3	5,1
Information, culture, loisirs	704,3	726,0	690,3	-35,7	-14,0	-6,5	-4,9	-2,0
Hébergement et restauration	953,0	984,9	996,0	11,1	43,0	4,8	1,1	4,5
Autres services	698,3	689,6	679,5	-10,1	-18,8	-18,7	-1,5	-2,7
Administrations publiques	766,3	771,6	775,5	3,9	9,2	-12,0	0,5	1,2

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



La plupart des provinces connaissent une hausse de l'emploi, notamment l'Ontario...

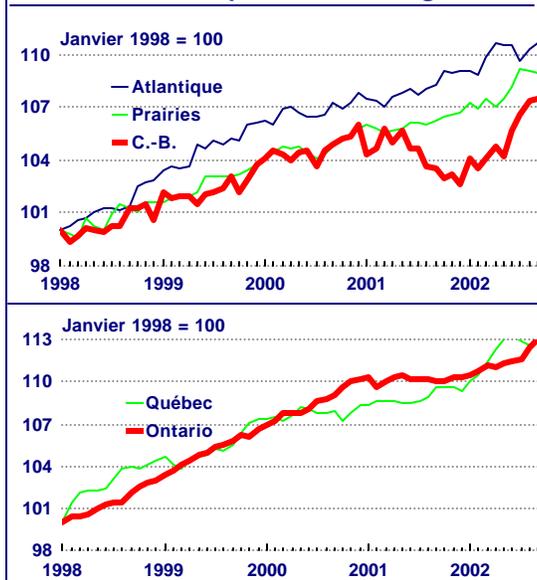
- Sept provinces sur dix ont affiché des gains d'emplois en septembre. L'Ontario a de loin enregistré la plus forte hausse (+32 000), la plupart des gains étant observés dans l'industrie du camionnage et les services d'enseignement. Le Québec fait état de 9 000 nouveaux emplois, ce qui annule, en partie, la perte de 21 000 emplois accumulée au cours des deux mois précédents.

- L'Alberta compte 13 000 emplois de moins (-0,8 %). Les pertes sont généralisées, mais les plus graves reculs ont été notés dans le commerce, l'hébergement et l'alimentation ainsi que les autres services.

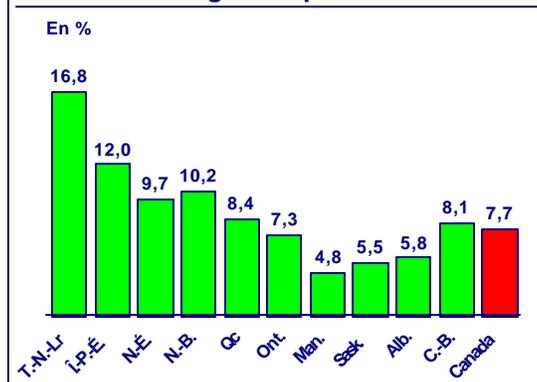
...alors que le taux de chômage augmente dans la moitié des provinces, surtout l'Alberta et Terre-Neuve

- Le taux de chômage a augmenté de 1,1 point de pourcentage pour passer à 16,8 % à Terre-Neuve-et-Labrador, le nombre d'emplois chutant de 1,5 % (-3 300). Il a aussi augmenté en Alberta pour se fixer à 5,8 %, soit 0,7 point de pourcentage de plus qu'en août.
- Malgré une croissance de l'emploi, le taux de chômage s'est accru en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et en Ontario.
- Le taux de chômage a diminué au Manitoba, au Québec, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Septembre 2002



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Niveaux Septembre 2002	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)		
		Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux Septembre 2002	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %			
Canada	15 516,7	40,7	0,3	432,9	2,9	7,7	0,2	0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	213,7	-3,3	-1,5	1,9	0,9	16,8	1,1	1,4
Î.-P.-É.	68,3	0,9	1,3	2,3	3,5	12,0	-0,4	0,3
Nouvelle-Écosse	429,6	-0,2	0,0	4,0	0,9	9,7	0,0	0,2
Nouveau-Brunswick	348,4	5,4	1,6	14,0	4,2	10,2	-0,3	-1,1
Québec	3 602,5	8,7	0,2	106,6	3,0	8,4	-0,1	-0,1
Ontario	6 119,2	32,3	0,5	164,4	2,8	7,3	0,1	0,7
Manitoba	568,3	2,2	0,4	9,0	1,6	4,8	-0,2	-0,5
Saskatchewan	487,4	6,0	1,2	18,8	4,0	5,5	0,1	-0,4
Alberta	1 676,7	-12,7	-0,8	39,5	2,4	5,8	0,7	1,8
C.-B.	2 002,5	1,3	0,1	72,4	3,8	8,1	0,3	0,3



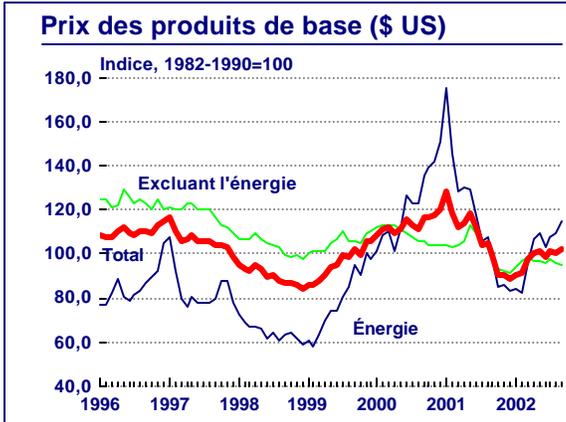
Prix à la consommation et prix des produits de base

L'inflation selon l'IPC s'établit à 2,6 % en août...

- En glissement annuel, la hausse des prix à la consommation s'est établie à 2,6 % en août, par rapport à 2,1 % en juillet. La majoration des primes d'assurance automobile et des coûts des soins de santé ont contribué à l'inflation. Les prix de l'énergie, qui n'avaient cessé de croître depuis les creux enregistrés en décembre dernier, sont revenus à leur niveau d'il y a un an.
- D'un mois à l'autre, l'IPC a avancé de 0,4 % en août, par rapport à 0,5 % en juillet. Après avoir augmenté de plus de 7 % aux deux mois précédents, les prix des cigarettes n'ont gagné que 0,2 %. La baisse de 0,6 % des prix des aliments a, elle aussi, exercé une pression à la baisse. Les prix de l'énergie se sont accrus de 3,4 % comparativement à 1,6 % en juillet.
- En septembre, les prix des produits de base se sont redressés de 2,5 %, en glissement annuel, ce qui a mis un terme à une série de 15 replis. Le renchérissement prononcé des prix de l'énergie auquel nous assistons depuis la fin de 2001 fait monter les prix des produits de base.

...et l'inflation selon l'indice de référence dépasse 2 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, s'est établie à 2,5 % en août, par rapport à 2,1 % en juillet. Elle est donc supérieure au point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

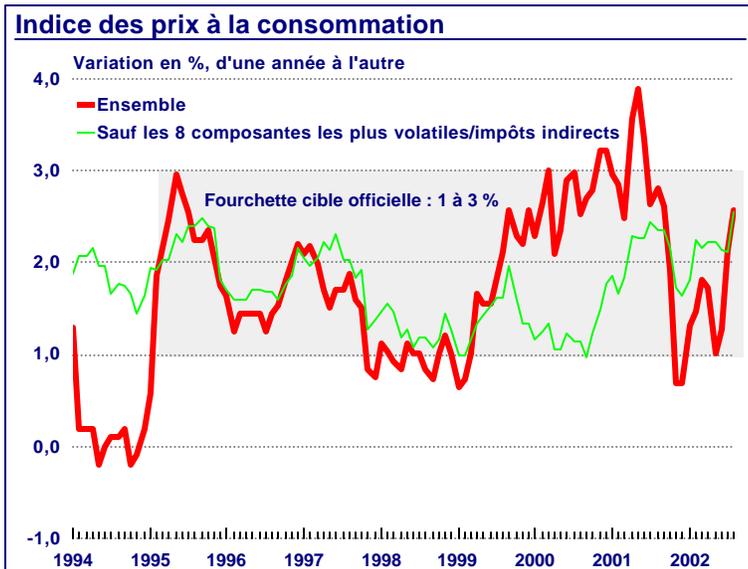


Prix à la consommation

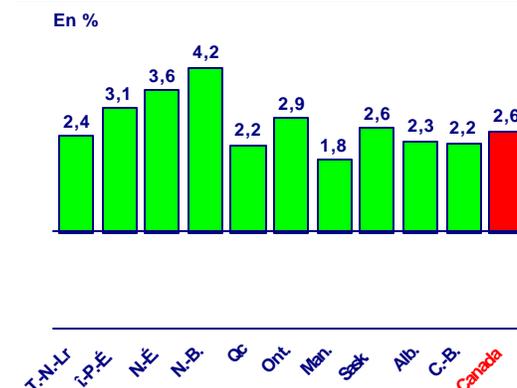
	Août 2002		
	Indice (1992=100)	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
IPC - Ensemble	120,1	0,4	2,6
Alimentation	120,2	-0,6	2,1
Logement	114,2	0,9	0,4
Équipement du ménage	114,3	0,1	1,6
Habillement et chaussures	105,0	0,0	-1,5
Transport	137,0	1,2	4,7
Santé et soins personnels	115,6	0,2	1,2
Loisirs, formation et lecture	128,5	0,1	1,8
Alcool et tabac	129,8	0,2	22,0
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	120,6	0,5	2,5
Énergie	133,4	3,4	0,0

Prix des produits de base (septembre 2002)

	Indice, 1982-1990=100	Variation en % depuis le mois dernier	Variation en % depuis l'an dernier
Indice, 1982-1990=100	102,0	1,5	2,5
Excluant l'énergie	95,2	-0,7	-4,5
Énergie	114,5	4,9	15,7



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Août 2002



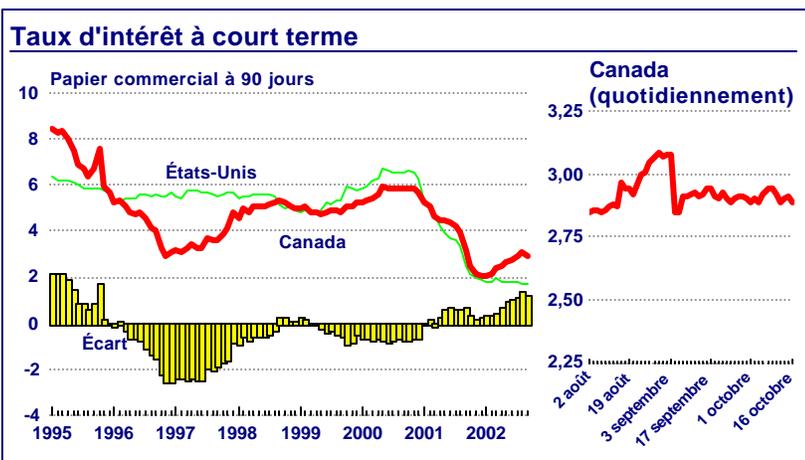


Les banques centrales de l'Amérique du Nord restent vigilantes en septembre

- La Banque du Canada n'a pas modifié son taux directeur, laissant celui-ci à 2,75 %, estimant que la nouvelle faiblesse de l'économie mondiale pourrait nuire à l'économie canadienne. La Réserve fédérale américaine a décidé de ne pas modifier son taux directeur (1,75 %) le 24 septembre, bien que certains membres du comité se soient prononcés en faveur d'une réduction pour ranimer la croissance aux États-Unis.

L'aversion pour le risque fait fléchir encore une fois les rendements des obligations à long terme

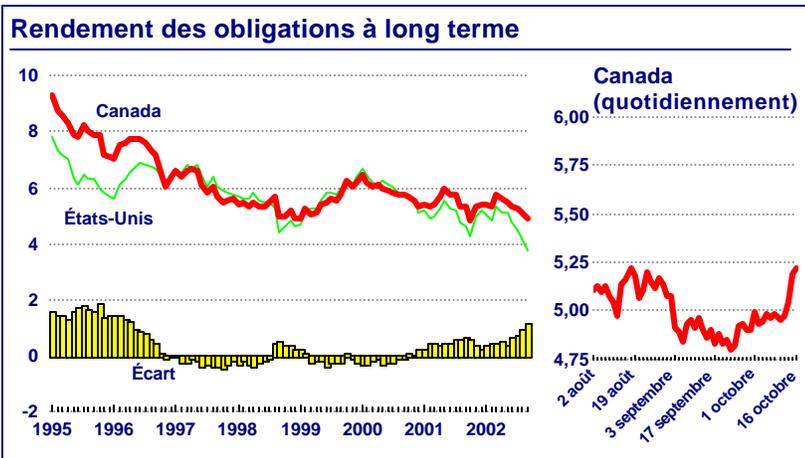
- Les craintes que le risque augmente au Moyen-Orient ont incité les investisseurs à opter davantage pour le marché des instruments à taux fixe, ce qui a fait monter le prix des obligations nord-américaines durant l'été. Ainsi, le rendement des obligations canadiennes à 10 ans a perdu un point de pourcentage par rapport au sommet atteint le 25 mars (5,8 %) pour s'établir à 4,8 % le 23 septembre, soit son niveau le plus bas depuis 1998. Pour sa part, le rendement des obligations comparables aux États-Unis a perdu encore davantage pour se fixer à 3,7 %, ce qui a élargi l'écart entre les taux d'intérêt, soit 115 points de base à la fin de septembre, par rapport à 98 au mois précédent. Il s'agit du plus grand écart enregistré depuis la fin d'avril 1996.
- Toutefois, au début d'octobre, l'amélioration de la situation sur les marchés boursiers a fait remonter les rendements des obligations, le mouvement des fonds vers le marché des actions ayant repris.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial vis-à-vis à 90 jours les É.-U.	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme les É.-U.	Écart vis-à-vis les É.-U.
2000	5,71	-0,60	5,35	0,24
2001	2,08	0,19	5,44	0,22
Avril 2002	2,46	0,69	5,64	0,53
Mai	2,68	0,91	5,49	0,38
Juin	2,78	1,03	5,37	0,62
Juillet	2,88	1,06	5,23	0,72
Août	3,09	1,36	5,14	0,92
Septembre	2,90	1,16	4,92	1,15
16 octobre	2,89	1,15	5,22	1,16

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendant américains.



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2000	5,75	7,50	7,70	7,95
2001	2,25	4,00	4,60	6,85
Avril 2002	2,25	4,00	5,40	7,45
Mai	2,25	4,00	5,55	7,40
Juin	2,50	4,25	5,55	7,25
Juillet	2,75	4,50	5,35	7,05
Août	2,75	4,50	5,35	6,80
Septembre	2,75	4,50	5,30	6,70
16 octobre	2,75	4,50	5,30	6,70

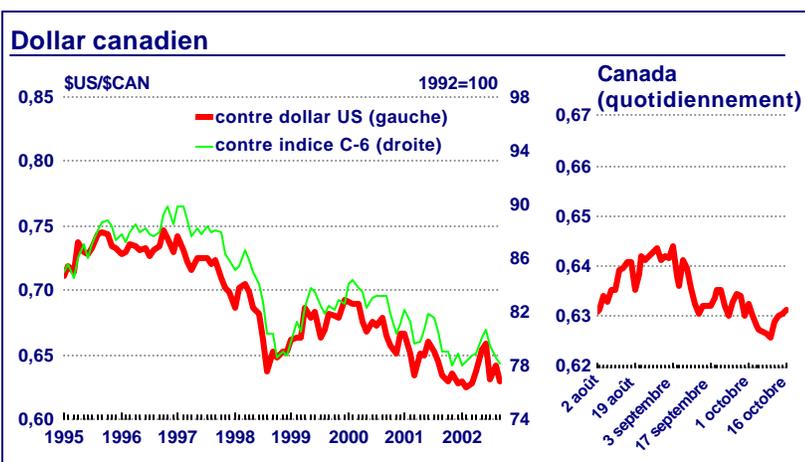


Le dollar canadien se redresse en octobre

- La faiblesse de l'économie mondiale et des prix des produits de base, jumelée à la demande des investisseurs mondiaux pour des titres américains offrant une plus grande liquidité, a complètement éclipsé la bonne conjoncture économique au Canada, ce qui a fait perdre au dollar la remontée qu'il avait faite en août. Après avoir touché un creux de 62,6 cents US, le 9 octobre, le huard s'est quelque peu redressé pour clôturer à 63,1 cents US, le 16 octobre.
- Comparativement à la fin de juillet, les deux devises nord-américaines se sont appréciées par rapport au yen japonais et n'ont presque pas changé par rapport à l'euro.

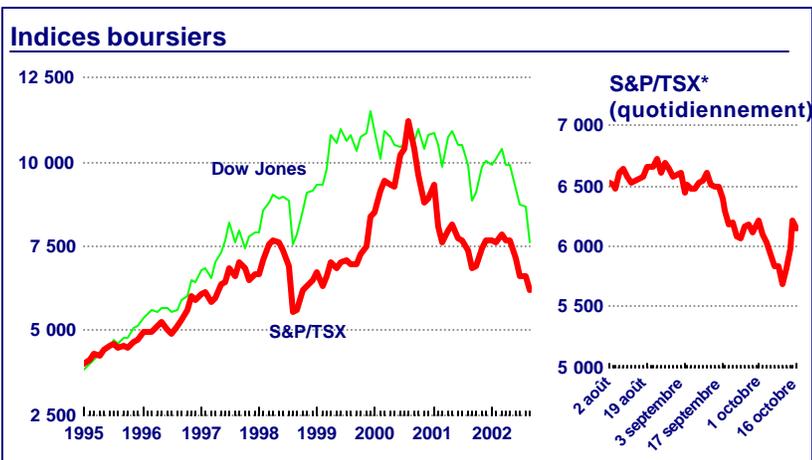
La peur et les perspectives de bénéfices peu encourageantes font glisser les indices boursiers vers des creux inégalés depuis quatre ans

- Depuis quelques mois, les indices boursiers mondiaux reculent, étant donné les craintes entourant la situation au Moyen-Orient et la langueur de l'économie mondiale. En Amérique du Nord, les actions ont perdu de la valeur à la suite de la réduction des prévisions de bénéfices des entreprises des secteurs industriel et technologique, ce qui s'est ajouté au déplacement des fonds vers des titres à rendement plus prévisible.
- Le 9 octobre, le S&P/TSX a chuté pour s'établir à 5 695, son niveau le plus bas depuis avril 1997, et le Dow Jones est tombé à 7 286. Dernièrement, les marchés boursiers se sont quelque peu redressés, grâce aux bonnes nouvelles sur l'économie. Le S&P/TSX a terminé la séance du 16 octobre à 6 157.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	\$CAN c. EURO	Yen c. \$CAN
2000	0,6669	81,19	1,370	73,64
2001	0,6278	78,95	1,387	80,76
Avril 2002	0,6376	78,89	1,401	82,69
Mai	0,6545	80,15	1,421	81,51
Juin	0,6595	80,73	1,465	80,46
Juillet	0,6318	79,53	1,535	76,25
Août	0,6415	78,54	1,533	75,88
Septembre	0,6300	78,18	1,546	76,81
16 octobre	0,6314	77,87	1,556	78,47



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - le mois septembre dernier	le mois dernier	l'an dernier
S&P/TSX*	6 180	-6,5	-9,6
Pétrole et gaz	10 328	0,4	24,4
Métaux et minéraux	3 260	-9,1	-5,8
Services publics	9 527	0,8	-15,7
Papiers et produits de la forêt	4 526	-10,0	9,3
Entreprises de distribution	6 731	-5,9	11,8
Services financiers	9 368	-7,1	-10,6
Or	6 060	1,1	11,9
S&P 500	815,3	-11,0	-21,7
Dow Jones	7 592	-12,4	-14,2



Tendances de l'économie américaine

La croissance du PIB réel ralentit au deuxième trimestre

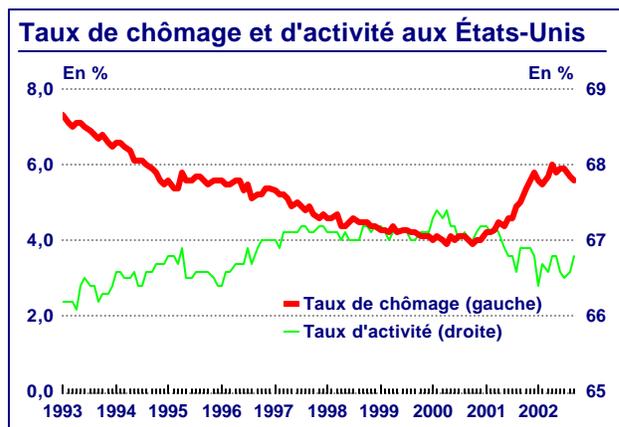
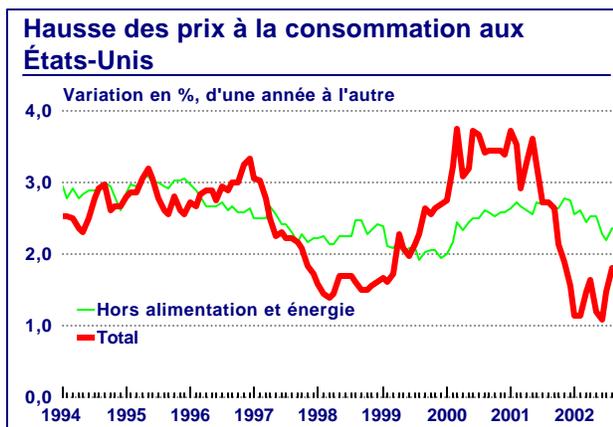
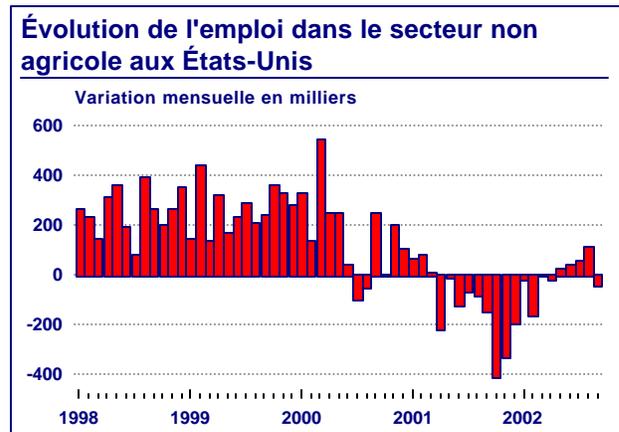
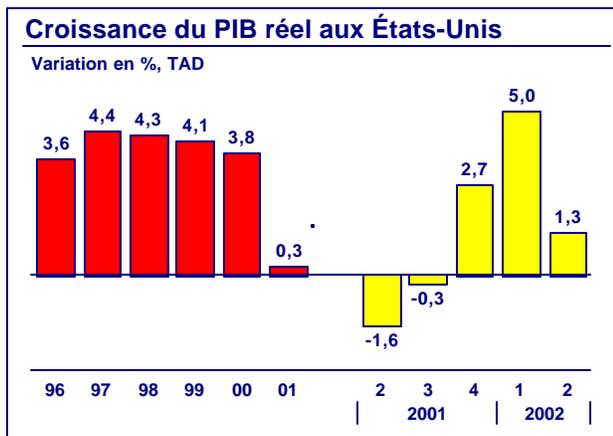
- Selon les estimations finales, le PIB réel des États-Unis a augmenté de 1,3 % (taux annuel) au deuxième trimestre, taux révisé à la hausse par rapport aux estimations anticipées de 1,1 %. Les investissements dans les stocks des entreprises ont, encore une fois, contribué à la croissance, tout comme les dépenses de consommation des particuliers et les dépenses fédérales. Comparativement au premier trimestre, la décélération des dépenses de consommation et des investissements ainsi que la hausse des importations sont intervenues dans le ralentissement de la croissance du PIB.

Toutefois, elle devrait se raffermir au troisième trimestre

- Selon les récents indicateurs économiques, les dépenses de consommation devraient être fortes au troisième trimestre, ce qui devrait stimuler la croissance. Les ventes au détail se sont accrues de 7,4 % au troisième trimestre (taux annuel), après avoir gagné 4,5 % au deuxième trimestre. Cette amélioration est attribuable à la hausse des ventes d'automobiles, étant donné que les consommateurs ont profité des promotions offertes par les concessionnaires.
- Cependant, le secteur manufacturier s'est récemment affaibli. L'indice composé pour le secteur manufacturier de l'Institute for Supply Management (l'institut de la gestion de l'offre) est passé de 50,5 en août à 49,5 en septembre, soit le plus faible résultat depuis décembre dernier. La production a diminué et les pertes d'emplois ont été plus nombreuses en août et septembre. Ce facteur, allié à la baisse de confiance des consommateurs, qui est passée à 80,4 en octobre, soit le niveau le plus bas depuis septembre 1993, fait craindre que la relance aux États-Unis soit plus fragile que prévu.

Le marché du travail reste faible en septembre

- Le taux de chômage a légèrement régressé en septembre pour s'établir à 5,6 %. Après quatre mois de légère croissance, les effectifs du secteur non agricole ont diminué en septembre (-43 000 emplois).
- En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation s'est redressé de 1,8 % en août et l'indice de référence est passé de 2,2 % en juillet à 2,4 % en août.





Annexe

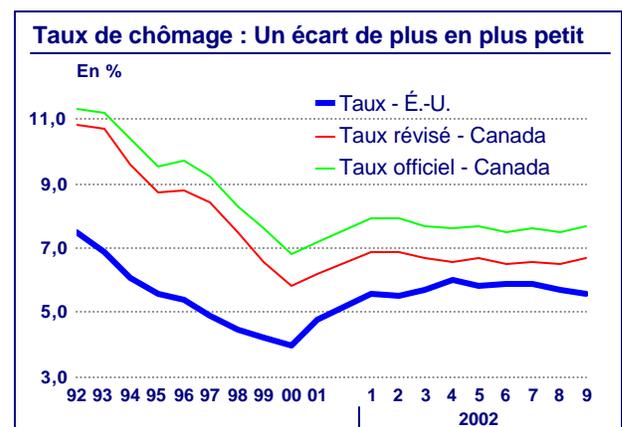
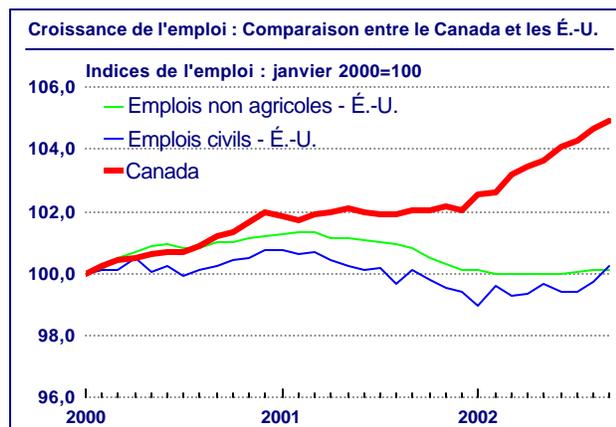
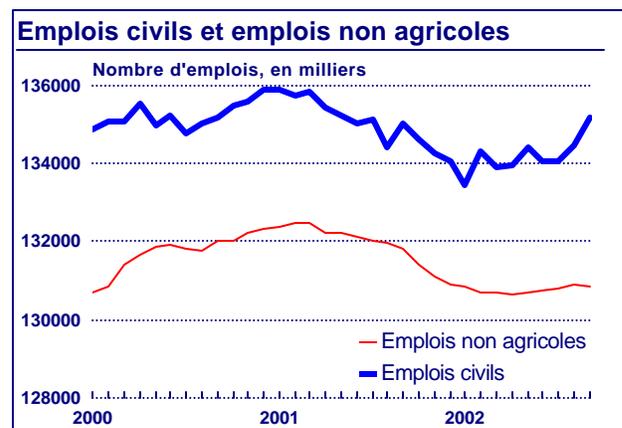
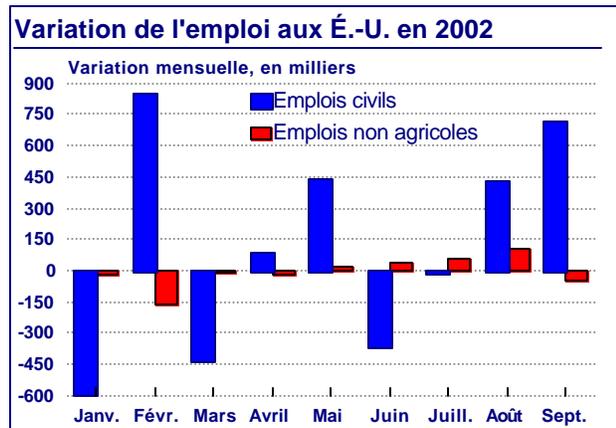
Variation mensuelle de l'emploi : différentes enquêtes, différents résultats

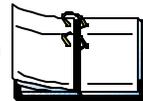
- C'est le Bureau of Labor Statistics des États-Unis qui publie les renseignements sur la situation du marché du travail, lesquels sont fondés sur deux enquêtes différentes. Ainsi, quand on parle d'emplois non agricoles, on se réfère à l'enquête intitulée Current Establishment Statistics (CES), laquelle est fondée sur la masse salariale. L'enquête est menée chaque mois auprès d'un échantillon de près de 400 000 établissements commerciaux. Sont exclues des données certaines catégories de travailleurs (les propriétaires d'entreprise, les travailleurs autonomes, les travailleurs agricoles et les employés de maison). Par ailleurs, quand on parle d'emplois civils, on se réfère à une enquête intitulée Current Population Survey (CPS). Menée auprès de 60 000 foyers, cette enquête fournit des statistiques sur la population active, l'emploi et le chômage. Elle est de nature plus générale puisqu'elle englobe un plus grand nombre de catégories de travailleurs et, d'habitude, ses données sont plus volatiles que les données fondées sur la masse salariale (CES).
- La variation mensuelle de l'emploi du secteur non agricole fait souvent les manchettes. Selon les estimations, il y avait 43 000 emplois non agricoles de moins en septembre, ce qui indique un affaiblissement du marché du travail. Par contre, le nombre d'emplois civils a augmenté en septembre (+711 000), ce qui indique plutôt une amélioration.

Comment comparer la situation du Canada à celle des États-Unis?

- Les deux séries de données indiquent que l'emploi aux États-Unis en septembre était près du niveau observé en janvier 2000. Que l'on utilise l'une ou l'autre série, on constate que le Canada s'est mieux tiré d'affaires sur le plan de l'emploi au cours des deux dernières années. Les données sur l'emploi au Canada sont tirées de l'Enquête sur la population active (EPA), enquête menée auprès des ménages. Néanmoins, il y a des différences entre la CPS et l'EPA. Si l'on appliquait ici la définition du taux de chômage utilisée dans la CPS, le taux de chômage au Canada serait de 6,7 % pour septembre au lieu de 7,7 %, c'est-à-dire seulement 1,1 % de plus que celui des États-Unis plutôt que 2,1 %, selon les données officielles.

* Pour plus de détails, voir Sorrentino, Constance; International Unemployment Rates: How Comparable Are They?, *Monthly Labour Review*, juin 2000.





CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Août	17 octobre
Commerce international - Août	18 octobre
Indice des prix à la consommation - Septembre	23 octobre
PIB réel par industrie - Août	31 octobre
Enquête sur la population active - Octobre	8 novembre
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 3e trimestre 2002	28 novembre
Balance des paiements internationaux - 3e trimestre 2002	29 novembre
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 3e trimestre 2002	29 novembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Septembre	18 octobre
Commerce international des biens et services - Août	18 octobre
PIB - 3e trimestre 2002, données provisoires	31 octobre
Situation de l'emploi - Octobre	1er novembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	6 novembre

Nota : Les IEM de septembre-octobre sont fondés sur les données connues au 16 octobre 2002